

**Déclaration du Collectif révolution permanente**

**Pour la révolution socialiste en Bolivie : Tout le pouvoir à l'Assemblée populaire nationale indienne ! Gouvernement ouvrier et paysan émanant de l'Assemblée populaire !**

Le 8 juin 2005, de nouveau, toute l'expérience de lutte et d'organisation de la classe ouvrière mondiale, ses victoires et de défaites, de ses efforts pour se constituer en classe consciente destinée à mettre un terme au mode de production capitaliste, s'est cristallisé dans la naissance en Bolivie du premier organisme de pouvoir soviétique du 21<sup>e</sup> siècle.

La révolution prolétarienne bolivienne vit une phase nouvelle de développement avec la grève générale pour la nationalisation des hydrocarbures, qui a paralysé et bloqué presque tout le pays depuis qu'elle a été entamé par la Confédération ouvrière régionale (COR) d'El Alto et la Fédération des comités de quartiers (FEJUVE) le 16 mai.

Outre l'éviction du président et l'encercllement du Parlement par des centaines de milliers de travailleurs et de paysans pauvres, les masses contrôlent nombre de puits de pétrole et de gaz naturel, les gazoducs, les communications terrestres. Rien n'est parvenu à les arrêter dans leur montée croissante. Chaque manoeuvre de la bourgeoisie les a tout bonnement exaspérées, que ce soit l'approbation d'une loi bâtarde sur les hydrocarbures qui maintenait le pouvoir des groupes pétroliers étrangers ; la convocation d'une Assemblée constituante avec un référendum d'autonomie pour l'oligarchie pétrolière et les propriétaires fonciers de Santa Cruz ou la démission du Président Carlos Mesa elle-même.

Les masses boliviennes ont assimilé l'expérience des immenses mobilisations d'octobre 2003, qui avaient certes chassé Sánchez de Lozada, mais laissé à sa place le vice-président Carlos Mesa avec un gouvernement jumeau du précédent. Aujourd'hui, les ouvriers, les mineurs, les enseignants, les étudiants, les millions de paysans pauvres refusent que cela se produise à nouveau et que la classe dominante recompose son gouvernement et son pouvoir affaibli.

Et pour ne pas permettre une nouvelle escroquerie, ils désavouent Evo Morales et son parti de la petite-bourgeoisie paysanne (MAS) adopté par les classes moyennes urbaines, qui a été le principal soutien du gouvernement de Mesa et s'est opposé à la nationalisation des hydrocarbures. Ils ne peuvent mettre leurs espoirs de changement dans une Assemblée constituante qui est une nouvelle forme d'État bourgeois. Ils ne permettent plus que les dirigeants de la centrale syndicale COB, les Solares et compagnie, pactisent, négocient, trahissent leurs énormes efforts révolutionnaires en les livrant pieds et mains liés à la bourgeoisie décomposée soumise à l'impérialisme yanqui, comme cela s'est produit maintes et maintes fois depuis octobre 2003. Aujourd'hui, les masses veulent le pouvoir. Et elles sentent qu'il n'y a pas de temps à perdre.

Dans les assemblées d'El Alto, la ville combative voisine de La Paz, dans les quartiers pauvres de la capitale, dans les mines d'Oruro et de Potosí, dans les campagnes de l'Altiplano, dans le Cochabamba tropical, dans les puits de pétrole et dans les grandes exploitations agricoles de Santa Cruz, le mouvement rejoignait sa propre histoire révolutionnaire et exigeait la formation d'une Assemblée populaire qui unifierait les organisations en lutte : la COB, la FEJUVE, les syndicats paysans, les organisations d'origine paysanne.

Lundi 6 juin, sur la Place San Francisco de La Paz, « un Conseil municipal ouvert » de centaines de milliers de personnes qui remplissaient cette place et tous les alentours, a obligé les dirigeants de la COB et de la FEJUVE à annoncer la formation immédiate de l'Assemblée populaire, qu'il n'était plus possible de différer. Mercredi 8 juin, tandis que la bourgeoisie ne savait pas comment sortir du borbier et ne pouvait même pas convoquer son Parlement pour remplacer le Président démissionné, s'est constituée à El Alto l'*Asamblea popular nacional originaria* (l'Assemblée populaire nationale indienne). Celle-ci, à sa première réunion, a décidé de :

*1. Proclamer la ville d'El Alto comme quartier général de la révolution bolivienne du 21<sup>e</sup> siècle.*

2. Constituer une Direction unique de l'Assemblée populaire nationale indienne comme INSTRUMENT DE POUVOIR coiffant la Fédération des comités de quartier d'El Alto (FEJUVE), la Centrale ouvrière régionale d'El Alto (COR), la Centrale ouvrière bolivienne (COB), la Confédération syndicale unique de travailleurs paysans de la Bolivie (CSUTCB), la Confédération syndicale de travailleurs indépendants, artisans, petits commerçants, restaurateurs de Bolivie, la Fédération syndicale des mineurs de Bolivie, la Fédération du transport interprovincial de La Paz et autres organisations sociales mobilisées dans le pays.

3. Créer des comités d'approvisionnement, d'autodéfense, de presse et politiques, afin de garantir le succès des organisations populaires.

4. Nous déclarons notre lutte indéfectible pour la NATIONALISATION ET LA TRANSFORMATION EN BOLIVIE DES HYDROCARBURES.

5. Former des Assemblées populaires départementales sous la direction de la COB, des fédérations syndicales départementales (COD) et de délégués de bases élus par des assemblées et des conseils.

6. Rejeter toutes les manœuvres de la classe dominante de type succession constitutionnelle ou élections avec les mêmes bandits politiques.

Avec cette création d'un double de pouvoir, il s'agirait d'un saut qualitatif central dans l'organisation de la classe ouvrière et du peuple. En effet, l'Assemblée appelle à la formation d'un dense réseau d'organismes de front unique, de démocratie prolétarienne, candidats à diriger le pays (soviets). Ceux-ci doivent donner aux plus larges masses la direction, le contrôle et la centralisation du mouvement, créant les conditions pour établir le pouvoir des travailleurs de la ville et de la campagne, pour affronter et remplacer le pouvoir de la bourgeoisie, pour mettre en échec l'action des agents politiques de la bourgeoisie, des bureaucrates ou d'éléments effrayés devant la perspective de l'assaut final. De cette façon, la naissance de l'Assemblée Populaire Nationale Originaires, son existence même, porte la classe ouvrière à la tête des masses opprimées, à la candidature effective au pouvoir politique.

La seule perspective possible qui permette aujourd'hui aux masses boliviennes d'aller de l'avant est la prise du pouvoir. Il n'y a pas de place pour les demi-teintes ou les compromis. De l'État bourgeois, il reste sur pied surtout la police et l'armée. Et, au fur et à mesure que se développe la révolution, l'armée —à base de conscrits paysans — sera de moins et moins fiable et de plus en plus ébranlée. La bourgeoisie bolivienne est divisée et confuse en ce moment, mais elle a derrière elle ses maîtres impérialistes, tout spécialement les Etats-Unis, qui entendent défendre non seulement le pillage de leurs multinationales, mais aussi la stabilité de l'ordre bourgeois dans toute la région. C'est pourquoi les échéances qui s'approchent requièrent la capacité maximale d'organisation politique et militaire des masses :

- • Faire de l'Assemblée populaire nationale indienne l'organisme de pouvoir qui centralise toutes les assemblées de tout le pays, au moyen de délégués choisis et révocables par ces assemblées. Que l'Assemblée populaire mette sous son contrôle toute la circulation de marchandises et le transport au niveau national. Qu'elle invite les soldats à rompre avec l'autorité de leurs chefs, à former leurs comités et à s'unir à leurs frères de classe en envoyant des délégués aux assemblées populaires.

- • Organiser et centraliser d'urgence les comités d'autodéfense de toutes les assemblées, pour créer les Milices ouvrières et paysannes aptes à préparer une insurrection pour mettre en échec la police et l'armée de la bourgeoisie. C'est la seule voie par laquelle les travailleurs pourront établir leur propre État.

La confrontation décisive ne pourra pas être évitée. Le prolétariat doit y être préparé. Et cette préparation, qui impose son propre armement et le désarmement de l'ennemi, doit nécessairement incorporer l'extension de la révolution à tout le continent. La Bolivie révolutionnaire pourra seulement faire face avec succès à la contre-révolution en disposant de la solidarité active de tous les travailleurs du monde et d'une Amérique latine révolutionnaire. C'est une nécessité urgente et vitale que l'avant-garde ouvrière constitue un Parti révolutionnaire des travailleurs capable de conduire la prise du pouvoir, l'extension de la révolution à toute Amérique latine et la lutte pour la création d'un Internationale ouvrière révolutionnaire. En particulier, cette avant-garde doit être liée à aux autres prolétariats d'Amérique, y compris celui de Cuba, où les conquêtes de la révolution sont mises en danger par la bureaucratie castriste, et aux Etats-Unis, d'où peuvent provenir les coups de la contre-révolution impérialiste mais où des millions de travailleurs et employés latinos peuvent contribuer au lien internationaliste à travers tout le continent.

Un tel parti doit rejeter le « front populaire » ou le « front unique anti-impérialiste » qui mènent à la défaite. Car il doit incorporer les leçons des vagues révolutionnaires précédentes en Bolivie et de toute la planète, spécialement l'expérience de 1952 de subordination de la révolution ouvrière à un démagogue bonapartiste et au nationalisme bourgeois (MNR), et l'expérience de l'Assemblée

Populaire de 1970-71 qui a démontré qu'essayer d'éluder la prise du pouvoir en misant sur des éléments de la bourgeoisie comme les officiers de l'armée, conduit inévitablement à la défaite militaire du mouvement révolutionnaire.

**Pour l'Assemblée populaire nationale indienne, le soviet des ouvriers, des paysans, des soldats, travailleurs de la ville et de la campagne !**

**Pour la constitution de milices ouvrières et paysannes ! Pour le désarmement et la dissolution de la police et de l'armée de l'ennemi !**

**Nationalisation des hydrocarbures sans indemnité et sous contrôle ouvrier !**

**Nationalisation sans indemnité de l'industrie minière, de la banque, de la production et de la distribution de l'électricité, de l'eau, des grandes industries, des grandes propriétés foncières !**

**Pour la création de comités internationalistes de défense de la révolution bolivienne !**

**Pour un gouvernement ouvrier et paysan de la Direction de l'Assemblée populaire nationale indienne !**

**Pour une Fédération de Républiques socialistes de l'Amérique latine !**

**Vive la Révolution bolivienne ! Vive la Révolution latino-américaine ! Vive la Révolution mondiale !**

10 juin 2005

GRUPE BOLCHEVIK (FRANCE), GRUPO GERMINAL (ÉTAT ESPAGNOL), LUCHA MARXISTA (PÉROU)